

# LE COMBAT SYNDICALISTE

**CNT** MENSUEL DE LA  
Confédération Nationale du Travail



JANVIER 2021 / N° 458

2€

**ÉTAT POLICIER, RACISTE, PARANO**

## AVOIR DIX ANS EN GARDE À VUE



### SOMMAIRE

#### LUTTE SYNDICALE

- **Inspection du travail : une arme à saisir.** Attaquée, réprimée, l'Inspection du travail a toujours besoin d'être saisie. **P5**
- **La livraison d'agir.** Contre des tarifs de courses peau-de-chagrin, les livreurs s'organisent pour bloquer les commandes. **P7**
- **Un destin Choisy.** L'usine Renault à Choisy : chronique d'une fin programmée ? **P 10**

#### ÉDUCATION

- **Avoir 10 ans en garde à vue.** L'islamophobie envoie la police discipliner les esprits. **P6**

#### ICI ET MAINTENANT

- **Ça pue le sexisme ici, tu sens pas ?** Contre le sexisme et le harcèlement au travail. Aperçu des limites du recours à la justice d'entreprise. **P2 à 4**
- **Patrimoine de classe.** Le capitalisme cannibale s'approprie une image d'un moment révolutionnaire, d'un photographe engagé.. **P3**

#### INTERNATIONAL P 16 à 17

- République démocratique du Congo, États Unis, Grèce.

#### CULTURE P 18 à 23

- **La Commune de Paris, un siècle et demi après, toujours vivace.**
- **Jujitsufragettes, les Amazones de Londres,** Clément Xavier, Lisa Lugrin, Albertine Ralenti.
- **Sourvilo,** Olga Lavrentieva.
- **Les voix de la jungle, histoire des réfugiés au camp de Calais,** collectif.
- **Le sexisme, une affaire d'hommes,** Valérie Rey-Robert.

# Ça pue le sexisme ici, tu sens pas ?

Contre le sexisme et le harcèlement au travail. Aperçu des limites du recours à la justice d'entreprise.

**L**e mouvement #MeToo #Balancetonporc a incontestablement contribué à la visibilité des violences sexistes et sexuelles, notamment au travail. Néanmoins, ces agissements restent une réalité contre laquelle il est extrêmement difficile de lutter, malgré un dispositif législatif existant, qui les prohibe et les sanctionne : ces violences restent un tabou dans le monde du travail.

Pourquoi est-il si difficile d'y dénoncer les agissements sexistes, le harcèlement sexuel, ou toute autre forme de violences faites aux femmes ?

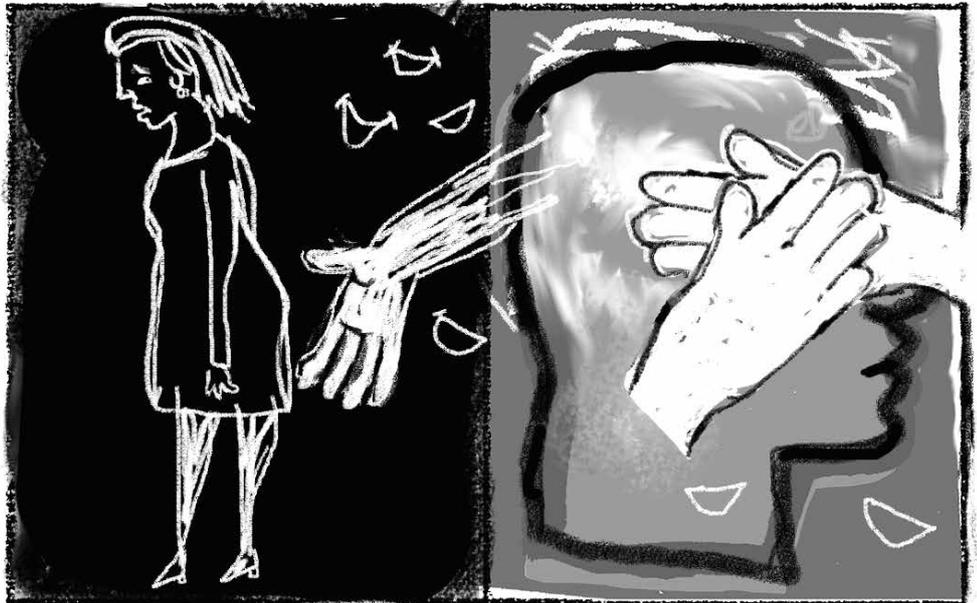
Parmi les difficultés à faire aboutir une plainte pour violence sexiste, rappelons seulement que les taux énormes\* de classement sans suite découragent plus d'une victime.

Au sein de l'entreprise, le droit du travail propose bien des outils juridiques : interdiction des agissements sexistes, du harcèlement sexuel, obligation de prévention de ces agissements, interdiction faite de sanctionner celles et ceux qui dénoncent de tels agissements... Autant de dispositions qui semblent délégitimer le sexisme dans le monde du travail.

Cependant, comme toutes autres dispositions du code du travail visant à protéger les salarié-es, ce droit n'est effectif que si les travailleuses et travailleurs peuvent faire valoir en pratique leurs droits. Il faut pouvoir identifier l'injustice, la dénoncer et, le cas échéant obtenir un tant soit peu justice sous la contrainte du droit ou de la lutte collective.

## ■ De la blagounette au pire

Les représentations sociales sexistes n'épargnent aucun milieu ni aucun genre. Elles contribuent à la diffusion des mauvaises blagounettes sur des épisodes hormonaux qui influeraient sur les humeurs féminines. Elles légitiment les agressions « *parce que si elle n'avait pas voulu, elle ne devait pas*



*être là, être habillée comme ça, sourire, faire la gueule... »*. Ce qui explique en partie le tabou persistant des violences sexistes au travail. Cependant, cette culture sexiste ne pèserait pas bien lourd si elles ne se nourrissaient pas de la réalité salariale.

La réalité sociale de la place des femmes dans le monde du travail est aujourd'hui bien documentée : elles sont plus souvent que les hommes à temps partiel, occupent plus souvent que les hommes des postes d'ouvrières et d'employées, disposent de moins d'autonomie et de marge de manœuvre que les hommes, et à poste et temps de travail égal, leur rémunération reste inférieure à celle des hommes.

## ■ Subordination baillon

La relation de travail salarié, c'est d'abord une subordination. Les salarié-es ne décident ni quoi produire, ni comment, ni quand. En échange d'un salaire, ils et elles se soumettent aux directives patronales. Dans un tel contexte, difficile, voire impossible, de contester individuellement ses conditions de travail, quel que soit l'objet de la contestation.

Les relations de travail sont structurées autour de liens hiérarchiques qui confèrent à certains un pouvoir sur les autres. Ces

### Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello  
N° de CPPAP : 0623 S 0651

### Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org  
CS c/o CNT Stics 13  
c/o 1 000 Bâbords  
61, rue Consolat 13001  
Marseille

### Administration

cs-administration@cnt-f.org  
C/O CNT 18 Avenue de Sierre  
07200 Aubenas

### Abonnements

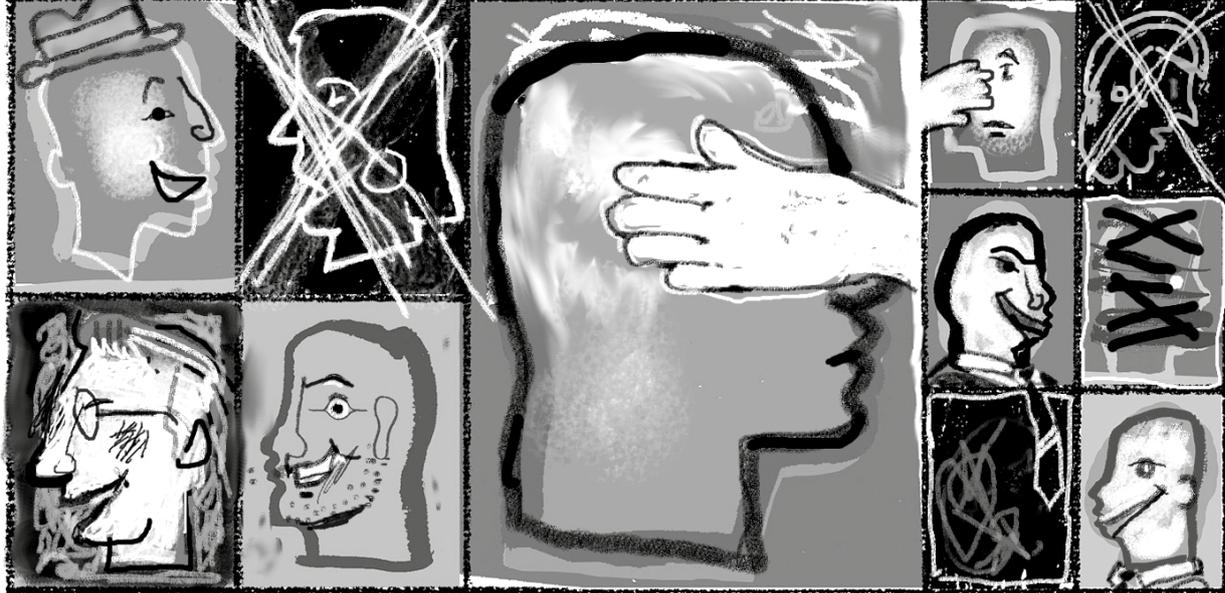
cs-administration@cnt-f.org  
C/O CNT 18 Avenue de Sierre  
07200 Aubenas

Impression sur papier certifié  
PEFC

### Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou-tes !



liens hiérarchiques peuvent être, clairement identifiés : « *supérieurs hiérarchiques* », « *n+1* » « *responsables* » en tous genres. Difficiles à cerner, d'autres hiérarchies, informelles, se construisent entre individus autour de l'expérience, l'ancienneté, la reconnaissance professionnelle, l'expertise, le degré d'intégration dans le collectif de travail, voire une aura syndicale, militante...

Ces hiérarchies informelles contribuent à structurer, organiser le collectif de travail. Les remettre en cause les déstabilise nécessairement, tout comme les habitudes sociales qui structurent le collectif.

Quant à la dépendance économique (sans travail travail, comment se loger, se vêtir, se nourrir ?), elle contribue incontestablement à alimenter la soumission à l'autorité patronale, et à l'ordre social existant sur son lieu de travail.

### ■ Un sacré bordel

De par la dépendance et la soumission induite par le salariat, il est difficile de s'opposer aux violences sexistes. Les dénoncer, c'est dire au patron, quand bien même il ne serait pas l'auteur direct des faits en cause, que l'environnement de travail qu'il impose est délétère, inégalitaire, dangereux. C'est également s'exposer à la réprobation des collègues. Bref c'est foutre un sacré bordel, avec le risque élevé pour la « *fautreuse de trouble* » d'être mise à l'écart, mutée voire licenciée.

### ■ Le patron, un juge de paix ?

Dans 27% des cas\*\*, les victimes informent leur employeur des agissements subis. Il a l'obligation

d'enquêter et, le cas échéant, de sanctionner l'auteur des faits dénoncés.

Le patron se transforme alors en « *garant de la justice* », ce qui de notre point de vue syndical pose question. Comment avoir confiance en la « *justice* » disciplinaire patronale, voire même existe-t-il une justice

résulter du risque lié aux soutiens que l'auteur ou les auteurs des faits seront en capacité de mobiliser au sein de l'entreprise : l'employeur privilégiera nécessairement l'ordre à la reconnaissance de l'existence d'une violence, légitimant ainsi l'expression les plus graves du sexisme.

Par ailleurs, la solution disciplinaire porte en soi les limites d'une approche purement individuelle des violences sexistes au travail. Les faits incriminés ne peuvent pas être complètement appréciés dans leur dimension sociale qui renvoie notamment à des positions de pouvoir et de dépendance inhérentes au salariat. Ces ceillères, consistant à réduire les violences sexistes aux agissements personnels « *d'individus déviants* » ont pour conséquence de



pouvant être rendue par un patron ?

La victime se retrouve tributaire, non seulement des représentations sociales qu'a son patron de ce qu'est une violence sexiste, mais aussi et surtout de ses intérêts propres. Exemple, si l'auteur des faits est un salarié apprécié, « *rentable* », « *rare* » sur le marché du travail, il bénéficiera sans conteste d'une indulgence patronale, qui pourra également

maintenir les conditions de survie du sexisme.

### ■ Prévention zéro

Si les employeurs sont légalement obligés de prendre des mesures pour prévenir les agissements sexistes et le harcèlement sexuel, il leur est cependant impossible de mettre en place une prévention réellement efficace, qui remettrait en cause les

relations de pouvoir et la répartition sexuée des tâches au travail. Aussi, lorsqu'un employeur tente de répondre à son obligation, il produira une procédure de traitement des plaintes et, dans le meilleur des cas, organisera éventuellement quelques formations portant sur les stéréotypes sexistes.

Compte tenu de tous ces constats, il peut sembler dérisoire de s'appropriier syndicalement la lutte contre les violences sexistes et sexuelles sur nos lieux de travail. Il serait plus simple de se contenter d'un discours général sans actions concrètes au sein même des entreprises, des associations, des administrations dans lesquels nous travaillons et militons.

collègues. Le sujet est bien évidemment conflictuel, renvoyant chacun-e à ses propres préjugés. Mais c'est en occupant le terrain de la prévention, en dehors du cadre patronal, dans une perspective de résistance à toutes les dominations que nous convainçons nos collègues que le sexisme et les violences qui en découlent nous divisent au profit des exploités.

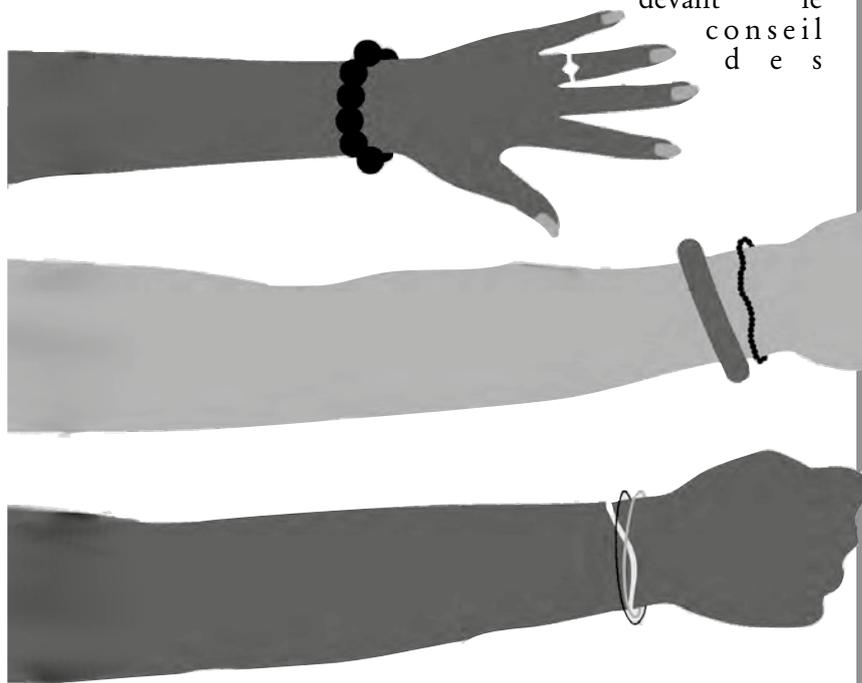
Si nous pouvons également agir aux côtés des victimes des violences sexistes et sexuelles, en les accompagnant dans leurs démarches, il est nécessaire d'être très clair sur les limites de la « justice » patronale, de manière à limiter les déconvenues et les déceptions. Il peut également être envisagé de renvoyer l'employeur à sa propre responsabilité, devant le conseil d'entreprise.

collective, notamment l'action et l'expression syndicale sont indispensables. ●

*Marlène, CNT-TAS Alsace*

\* Voir le bulletin d'info statistique n°160 (mars 2018) du ministère de la justice : [www.justice.gouv.fr/art\\_pix/stat\\_infostat\\_160.pdf](http://www.justice.gouv.fr/art_pix/stat_infostat_160.pdf).  
Ou [justice.gouv.fr/publication/statistique/Infostat\\_justice](http://justice.gouv.fr/publication/statistique/Infostat_justice) > mars 2018 : violences sexuelles et atteinte aux mœurs.

\*\* étude de quatre pages sur le harcèlement sexuel, mars 2014 : [https://juridique.defenseurdesdroits.fr/doc\\_num.php?explnum\\_id=17562](https://juridique.defenseurdesdroits.fr/doc_num.php?explnum_id=17562)  
Ou [https://juridique.defenseurdesdroits.fr/publications/rapport\\_et\\_etudes\\_thematiques/rechercher/filtre\\_par\\_date](https://juridique.defenseurdesdroits.fr/publications/rapport_et_etudes_thematiques/rechercher/filtre_par_date) : 2014.



### ■ La culture du consentement

Or, partout où nous travaillons, nous pouvons déjà être les vecteurs d'une redéfinition des comportements socialement acceptables, en faisant notamment la promotion de la culture de consentement auprès de nos

prud'hommes, notamment quand le contrat de travail de la victime est rompu.

Mais ces démarches basées sur le droit, ne peuvent suffire pour faire valoir les droits que nous voulons en tant qu'individu-es. Pour cela, la lutte

## Bonjour, c'est l'inspection du travail...

Inspecteurs et inspectrices du travail sont compétent-es pour enquêter dans les entreprises en cas d'agissements sexistes et de harcèlement sexuel au travail.

Contrairement à la police, ils et elles se rendent sur les lieux de travail, sans être dans l'obligation de prévenir l'employeur. En cas de suspicion de harcèlement sexuel ou de discrimination, ces agents de contrôle ont accès à tout document qu'ils et elles jugent utile à leur enquête, et qui pourrait contribuer à établir la matérialité des faits. L'inspection du travail peut aussi constater les carences de l'employeur en matière de prévention des risques et ainsi aider à une éventuelle procédure prud'homale.

Si les possibilités de sanctions, notamment pénales, de l'inspection du travail sont limitées y compris sur ce sujet, il ne faut pas négliger l'impact symbolique qu'à un contrôle de l'inspection du travail et ses suites, surtout dès que l'on touche à la question de la domination ou du pouvoir de cadres ou de l'employeur lui-même.

# Inspection du travail : une arme à saisir

Attaquée, réprimée, l'Inspection du travail a toujours besoin d'être saisie.

**A**près les soutiens syndicaux à leur collègue Anthony Smith, suspendu pour avoir fait son boulot, la CNT de la direction du travail remercie les autres organisations syndicales et rappelle que plus que jamais, malgré les attaques contre leurs missions, il faut avoir recours aux services des inspections du travail.

Votre soutien est essentiel à l'accomplissement de notre mission qui se doit d'être tournée vers et pour les travailleur-euses que vous rassemblez.

Si notre profession, nos missions et nos collègues sont attaqués, c'est que notre rôle et notre action sont encore trop dangereux pour les exploiters, tout comme vos organisations. Il ne faut donc pas arrêter de nous transmettre des infos, de nous saisir via vos organisations syndicales et en tant que représentantes du personnel.

Agent-es de l'Inspection du travail, nous ne voulons pas être au service de l'État mais des travailleur-euses en tant que classe.

Pour remplir son rôle au service des salarié-es, l'Inspection du travail a plus que jamais besoin, pour agir efficacement, des collectifs de travailleur-euses et notamment des OS de salarié-es.

## ■ Droit d'alerte

Dans le cadre de la pandémie, nous vous invitons à saisir nos services, notamment via la procédure de droit d'alerte. Par leurs demandes, les salarié-es et leurs syndicats légitiment au quotidien notre action, nos missions face aux employeurs. Nos possibilités d'action au niveau juridique sont spécifiques, différentes de celles des OS ou des CSE. Nous pouvons appuyer, légitimer,



**TRÈS ENTHOUSIASMANT, CE PROJET DE ROBOTISER TOUTES LES INSPECTIONS DU TRAVAIL**

travailleur-euses, si nous œuvrons en bonne intelligence. De fait nos constats, nos observations à l'employeur (auxquelles vous avez accès), nos procédures, peuvent légitimer, confirmer les bases objectives de vos demandes et vos actions, y compris vos droits d'alerte pour danger grave et imminent, ou le droit de retrait don nous sommes aussi les garants.

Bien sûr, notre ministère nous met des bâtons dans les roues, fait ce qu'il peut pour freiner ou orienter notre activité selon les intérêts de l'État ou de la bourgeoisie, bien sûr, notre hiérarchie nous met la pression. Mais pour contrer la pression de notre patron, nous avons besoin de la pression des salarié-es et leurs OS.

Évidemment, nos moyens - effectifs, juridiques, matériels (y compris la protection contre le coronavirus) sont notoirement insuffisants pour

avez sûrement fait l'expérience de la faiblesse ou de l'absence des réponses de nos services. Les agent-es de l'Inspection du travail font au mieux et essaient de parer au plus pressé et au plus grave, sans nuire à leur propre santé.

Ne renoncez pas. Sans vos demandes, vos saisines, vos revendications, nous n'obtiendrons pas de moyens supplémentaires. Le danger est que nous soyons transformés petit à petit en simple outil à la main de l'État et des patrons pour légaliser l'exploitation. Sans réponse de nos services, n'hésitez pas à mettre la pression sur notre hiérarchie, à demander des comptes aux politiques, au ministre, pour une Inspection du travail plus présente, mieux dotée en moyens humains, juridiques et matériels. ●

Fédé CNT-TEFP,  
Travail, emploi, formation professionnelle

# Avoir 10 ans en garde à vue

L'islamophobie envoie la police discipliner les esprits.

**J**eudi 5 novembre, 7 h du mat', cité HLM des Contamines à 60 km de Chambéry. Sept ou huit policiers font irruption dans le logement, eux en uniforme, les autres en civil, brassard au bras, cagoulés. Des fusils mitrailleurs en travers de la poitrine. Le policier avise les parents : leur fille est inculpée d'apologie du terrorisme. « *Ma fille a 10 ans et elle est terroriste ? Mais vous êtes fou* » crie la maman. Elle ne reverra sa fille, emmenée au commissariat pour interrogatoire, qu'onze heures plus tard. Même traitements, 11 heures en garde à vue pour trois garçons et une fille de la même classe de CM2 de l'école du secteur.

## ■ Violation de minute de silence

Le lendemain, Blanquer annonce « 400 violations » de la minute de silence en hommage à Samuel Paty, dont une dizaine entraînant des suites pénales.

K, 14 ans subit 48 heures en garde à vue, mis en examen pour apologie du terrorisme pour ce qu'il a pu dire lors de la discussion au collège Chape, à Marseille, avant la minute de silence. Le conseil de discipline qui exclut K. se tient le 16 novembre sous protection d'une petite dizaine de policiers, fusil automatique en bandoulière. Et plus d'une quinzaine d'élèves sont pareillement sous le coup d'une procédure antiterroriste.

« *Serions-nous tétanisés au point de trouver normal d'envoyer des enfants de 10 ans passer une journée au commissariat ? D'un autre côté, mesurons-nous suffisamment le niveau de peur installé dans le corps enseignant par l'abominable assassinat de Samuel Paty ?* », interroge l'historienne Laurence De Cock sur son blog.

Est-ce aussi normal qu'une troupe de policiers armés surveille la bonne tenue d'un conseil de discipline ?



Une large intersyndicale a trouvé « *scandaleux et inacceptable* » les premières gardes à vue. Face à des mots d'enfants, l'institution et les forces de police ont dérapé, utilisant des moyens et des procédures réservées aux adultes et sans tenir compte des spécificités inhérentes à leur âge, à leur impossibilité à penser l'impensable et à se projeter dans une mécanique judiciaire qui leur reste incompréhensible..

## ■ L'école en dérive sécuritaire

On doit aussi s'interroger sur une politique éducative qui dérive vers le sécuritaire depuis 40 ans. Sous couvert d'instruction civique et morale, de formation à la citoyenneté, de lutte contre de « *nouvelles formes de délinquance* »<sup>(1)</sup>, la rue de Grenelle multiplie les injonctions et les partenariats armée-police-éducation nationale. La circulaire du 18 août 2006 instaure des « *réfèrents police ou gendarmerie* » pour chaque établissement scolaire<sup>(2)</sup>. Les exercices « *alerte attentats* » imposés dans toutes les structures scolaires accompagnent cette fluidité entre école, police et

armée...

Toute mesure nouvelle distille une intervention policière<sup>(3)</sup>. Ces différents dispositifs, alliés au plan Vigipirate, ont modelé, jusqu'à limiter très sévèrement et hiérarchiquement les pratiques éducatives. Avant la rentrée du 2 novembre, un courrier de l'académie de Besançon à tous les personnel relayait la demande du procureur de la République du Jura à « *transmettre sans délai* » tout propos « *susceptible de constituer le délit d'apologie du terrorisme* ».

Il faut un engagement à toute épreuve pour résister à cette verticalité juridique et à cet encadrement sécuritaire. Les espaces de libertés pédagogiques se réduisent. Le principe de répression prévaut de plus en plus sur celui d'éducation. ●

*Classes en lutte et la rédac du CS*

(1) « Sécurisation des établissements scolaires et suivi de la délinquance » BO de l'éducation nationale, 22/10/2009, n°39.

(2) « L'armée, école du crime », brochure de la CNT-FTE à lire sur le site fédéral de la CNT ; page 2 « L'école caserne une vieille histoire »

(3) La protection de l'enfance, encadrée par la loi n° 2007-293 du 05/03/2007, distingue « l'information préoccupante (IP) » du signalement « désormais réservé à la saisine de l'autorité judiciaire »

Les plateformes craignent l'action collective.

Tarif : 2,50 ou 3 euros la course, ce qui couvre à peine le temps du déplacement pour une livraison de trois kilomètres, quinze à vingt minutes d'attente devant les restos, débordés de demandes, jusqu'à la porte des clients dans les étages. Sans parler de la météo du moment, chaleur, froid, vent, pluie.

Sursollicités en ces périodes de fermetures de restaurants, ces services à domicile ont connu un boum et les plateformes ont aussi recruté à tour de bras des petites mains. Des étudiants ayant perdu leur job d'appoint ou leur revenu principal, des salariés sur le carreau se sont donc tournés vers la petite livraison uberisée. Avec cette armée de main d'œuvre disponible, sans besoin du moindre investissement ni de formation, les opérateurs ont fait baisser les rémunérations. Les gérants de plateformes assument une mutation progressive de leur système vers une tarification variable, plus flexible, dont eux seuls ont la maîtrise, mais opposent aussi une « *détermination algorithmique* », et le fait que le prix de la course étant annoncé au départ, chaque livreur aurait toute latitude d'accepter ou de refuser. Réponses cyniques. Chez Uber Eats, on admet que les tarifs fluctuent selon les « *effets de saisonnalité et l'évolution de la demande* ». Ce n'est donc pas le travail qui fixe la rémunération mais les aléas de l'offre et de la demande, le moment de l'année, les effets du confinement ou pas.

Le porte-parole de Deliveroo France prétend que les captures d'écran à 2,50 euros, produites par des coursiers, représenteraient moins de 1% des commandes, archi minoritaire selon lui par rapport au tarif moyen. Mais que le tarif minimum garanti, c'est du passé, une pratique dépassée « *à une époque où on démarrait en France* ».

Manifestement, les plateformes ne veulent pas entendre parler des syndicats, puisque ils ne sont pas représentés dans leur sociétés, les livreurs n'étant pas stricto sensu leurs salariés. De fait, l'uberisation peut se voir comme un projet d'explosion d'une communauté de travail, donc d'éradication de tout contre-poids syndical et de délégitimation de toute réponse collective. Ce mouvement bloquant la fiabilité du service auprès des consommateurs et des restos fournisseurs en dessine une riposte.

## La livraison d'agir

Contre des tarifs de courses peau-de-chagrin, les livreurs s'organisent pour bloquer les commandes.



**L**es livreurs de repas à vélo et de plus en plus en scooter mènent depuis novembre un mouvement pour faire pression sur leurs donneurs d'ordres, les plateformes numériques Uber Eats, Deliveroo, Just Eat, Stuart...

Le mouvement a pris à Lille, Nantes, Besançon, Toulouse, Lyon, Bordeaux, Saint-Étienne, avec parfois des cortèges de scooters actionnant les klaxons dans les centres-villes, très visibles les samedis soirs noirs. Ou des rassemblements fixes devant des enseignes de fast food. D'autres modes d'actions, des déconnexions de tablettes de restos ont été tentées en 2019 à Paris, ou des blocages d'ateliers n'ayant pas pignon sur rue, les « *dark kitchens* » montées par les plateformes comme les « *Deliveroo editions* », locaux ne recevant pas de public loués à des restaurateurs usinant des plats préparés livrés par l'application, qui allie l'immobilier à la livraison.

N'étant pas - sur le papier - salariées, ces livreurs « indépendants », sans protection sociale ni droits au chômage, ne peuvent pas se mettre en grève, les plateformes prétendant

ne pas être leurs patrons. La solution du mouvement actuel : se débrancher. Mais c'est aussi, pour les plateformes ce même moyen permet de sanctionner les livreurs arbitrairement, sous prétexte qu'ils livrent moins vite ou ne sont pas fiables. L'action collective ne crée le rapport de force que par le nombre, pour embouteiller les livraisons aux heures de pointe.

### ■ Interview de Simon, livreur à vélo à Nantes.

**Pour quelles raisons les livreurs ont-ils déclenché une « grève » ?**

Cela fait un moment que les plateformes réduisent



les tarifs. Tant le niveau de rémunération par course que les bonus. Officiellement travailleurs indépendants, en tant que livreurs, on n'a aucune représentation pour faire entendre nos revendications.

#### Y a-t-il des risques de répression suite à cette grève ?

C'est possible, il y a déjà eu des cas, par exemple pour les sans papiers. Quand les entreprises se sont fait épingleur sur ces sous-traitances illicites de licences, elles ont liquidé tous les comptes de ces migrants, pour effacer les preuves du paiement des sans-papiers et les contrats.

#### Quel est le moyen de pression de ce mouvement ?

Faire la grève, dans ce cas présent, c'est en général le samedi à partir de 18h, au moment le plus fort des commandes. Ne plus se connecter à son application de traçage par où arrivent les commandes des restaurants à la plateforme, fait attendre les commandes. Ça contribue à engorger le système aux heures de pointe, c'est le moyen d'action et de rapport de force. Et en cette année de confinements, les fastfoods comme

McDo font tout leur chiffre avec ces livraisons. Donc s'il n'a plus de livreurs disponibles, une boîte comme McDo ne peut pas faire livrer et peut faire pression sur la plateforme pour que le mouvement soit réglé et que le travail reprenne. C'est ça l'idée.

#### Quel statut ont ces livreur-euses à deux roues ?

Tous les livreurs sont indépendants, donc à leur compte, sous statut d'auto-entrepreneur avec un numéro de Siret. C'est obligatoire pour être référencé par ces plateformes.

#### Quel est le cas particulier des sans papiers ?

Ils ne peuvent pas faire les démarches pour se déclarer comme auto entrepreneur. Soit la personne « triche », soit un tiers prend officiellement en charge la livraison mais fait faire le travail par la personne sans papiers et lui taxe autour de la moitié du prix de la course. Depuis 2018, des réfugiés bossent donc avec un compte qui n'était pas le leur. Il y a un système de trafic de plaques d'immatriculation. Sur un site, il est même possible de mettre une immatriculation pour deux personnes

(donc un seul numéro Siret), capables donc de faire des livraisons. C'est du travail dissimulé et toutes les plateformes sont au courant.

#### Est-ce que les livreurs commencent à s'organiser syndicalement ?

Les livreurs n'ont pas de syndicats du tout. Pendant longtemps les syndicats refusaient de les représenter, de par leur statut d'auto-entrepreneurs. Dès la mise en place du collectif parisien pour les livreurs, ils ont été pris plus au sérieux. Il commence à y avoir de l'organisation mais pas de la part de syndicats plus gros à proprement parler, sauf la CGT un peu dans certaines villes. Les sans-papiers devant se faire plus discrets, se rassembler entre eux est également plus difficile, se faisant le plus souvent selon leur culture ou leur langue communes... Ils ne sont pas exclus mais ils ne se sentent sans doute pas partie intégrante d'un mouvement qui pourrait les mettre en lumière et aggraver leurs situations déjà précaires.

#### Avec les coopératives, on va vers une réappropriation collective des moyens de production ?

Oui et non... Ces plateformes collaboratives de coursiers, formées en Scop, il y en a de plus en plus dans les villes de France. Mais ces initiatives collectives, compliquées à mettre en place, sont absolument inaccessibles aux sans papiers et exilés parlant difficilement le français

# CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

Bureau confédéral  
6, rue d'Arnal  
30900 Nîmes

www.cnt-f.org - Mèl : cnt@cnt-f.org

COMBAT SYNDICALISTE

CNT - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris

Mèl : cs-administration@cnt-f.org



## En Asie, les coursiers se font aussi arbitraire

En Chine, la compétition organisée entre livreurs institutionnalise le dumping.

À la mi-septembre, à Hyderabad, en Inde, les coursiers de Swiggy, géant de l'alimentaire à deux roues, ont fait grève contre des réductions similaires du prix des livraisons. Au même moment, dans six villes chinoises au moins, des coursiers des sociétés Meituan et Ele.me ont arrêté de prendre des commandes. Même motif : protester contre la baisse arbitraire du prix des deux types de course, celles à tarif fixe que les livreurs ne peuvent refuser, et celle à taux variable pour lesquelles ces trimards du bitume sont mis en compétition. Autres griefs : l'application qui truque les distances des trajets ou les temps de déplacement, ne tient pas compte des embouteillages, diminuant les revenus. Un mouvement identique a eu lieu lors de l'été 2018 dans onze provinces de Chine. Mais la précarité humaine, c'est source d'ennui et ça coûte encore trop cher. Géant de la livraison alimentaire, Meituan a déjà testé des robots pour la fin de livraison dans les immeubles et les hôtels, et des drones de livraison.

(qui eux représentent l'énorme majorité de la masse des livreurs). Pour l'instant je n'ai vu aucune de ces initiatives qui les incluent.

**Êtes vous nombreux à être syndiqués?**

Très peu car il n'y a pas de loi de protection des livreurs ! Les « syndicats » de livreurs n'en ont que le nom mais peu de représentation. Le plus connu, l'un des premiers, est le CLAP75 (collectif des livreurs

autonomes de Paris). À Nantes le SCALA est rattachée à la CGT. Du fait notre statut qui nous dit « extérieurs » à l'entreprise, il n'y a ni délégués du personnel, ni représentants syndicaux. Pas de convention collective non plus. On doit se payer les assurances responsabilité civile, la mutuelle santé, acheter les boîtes thermo, et bien sûr fournir les véhicules vélo ou scooter, le carburant... De lourdes charges financières pour un revenu déjà faible.

**Dans le cas de la covid-19, vos conditions de travail ont-elles empiré?**

Oui, par l'augmentation du nombre de livreurs, les protocoles à suivre pour la distanciation sociale. Le reste, gel hydroalcoolique, masques, est à notre charge. Certaines plateformes avaient annoncé un défraiement, mais il n'en est rien.

**Malgré tout, vous avez bon espoir que ça change ?**

Pas vraiment. Les événements récents, tous les précédents mouvements des livreurs, n'ont débouché nulle part... Un changement serait sans précédent. Les plateformes n'ont aucun intérêt à installer un dialogue. Elles sont prêtes à faire d'énormes actions de lobbying pour que l'État n'agisse pas comme avec ce qui c'est passé en Californie cette année.

Un changement pour une plateforme plus éthique serait une meilleure solution. ●

*Propos recueillis par Marie, CNT31*



La CNT Valladolid a accroché cette banderole qui dit non à la fermeture de Renault à Choisy (France)

## Un destin Choisy

L'usine Renault à Choisy : chronique d'une fin programmée ?

**L**a manifestation pleine de colère et d'émotion du 6 juin 2020 entre le centre

perso, quitter l'industrie, son travail à la chaîne et sa pénibilité, devenir auto-entrepreneur, esclave de l'ubé-

inéductable, indépassable.

Le tableau n'est pas des plus réjouissants, et pourtant lors de la manif du 6 juin, spontanément, bon nombre d'ouvriers ont scandé « *L'usine est à nous !* ». Alors ?

Avec ses modestes moyens, la CNT de Choisy s'était déjà fait connaître, il y a quelques années, auprès des ouvriers de Renault. Depuis le 29 mai, date de l'annonce du projet de fermeture, des tracts ont été diffusés, des banderoles apposées, des affiches collées et les drapeaux CNT ont flotté à la gare de Choisy, devant l'usine et à la manif du 6 juin. Depuis cet été, la CNT a montré, sans arrogance ni solutions toutes faites, qu'il n'y aura d'avenir pour les travailleurs de Choisy ou d'ailleurs que s'ils prennent en main leurs propres affaires : effectivement, l'usine est à eux !



ville et l'usine est un lointain souvenir. Les drapeaux et banderoles syndicales sont encore accrochés aux grilles de l'usine, mais les couleurs déteignent et sont devenues ternes. Les travailleurs travaillent... Ils attendent 2021 ou 2022, quand le site fermera définitivement...

L'annonce de fermeture est évidemment démobilisatrice. Depuis septembre, les salariés ruminent.

Accepter d'aller à Flins, à 70 km ? Indemnité, soutien pour le déménagement ? La direction n'a encore rien proposé... Une mutation sur le site Renault de Lardy (91), un peu plus proche que Flins ? Écouter ce que disent les élus des territoires pour conserver ce site industrialisé depuis plus de 100 ans ? Au moment où ces lignes sont écrites, rien de concret n'a été proposé, aucune concertation initiée avec les intéressés ... S'accrocher à un projet

risation généralisée ? Pour l'instant, l'esprit n'est pas à la lutte, plutôt au ressentiment vis-à-vis du monde politique et de l'État, actionnaire de Renault, à hauteur de 15 %, qui n'hésite pas à renflouer les caisses de Renault et supprime en même temps à des milliers d'emplois.

Les salarié-es ne se sentent pas en capacité de renverser le cours des événements ; n'éprouvant, semble-t-il, même pas le désir d'essayer. Pourtant les organisations syndicales sont là. Elles existent dans l'usine, à Choisy, avec sa Bourse du Travail-Maison des syndicats, à Créteil, à 10 mn en voiture, où les UD des centrales syndicales institutionnelles disposent d'un immeuble entier...

Il ne s'agit plus que d'obtenir des compensations individuelles, en perdant le moins possible, dans un cours des événements considéré

Surtout, pour une des premières fois depuis longtemps, nous avons pu éprouver ici, à Choisy, en banlieue parisienne, la réalité concrète de la solidarité internationale avec le soutien des camarades de la CNT espagnole de Valladolid, qui ont diffusé nos propres tracts, non seulement sur les réseaux sociaux, mais directement sur le site Renault de la ville et apposé aussi des banderoles contre la fermeture de Renault à Choisy.

Dans l'effondrement social au long cours dont atteste la fermeture de l'usine de Choisy, nous continuerons d'apporter ce que nous croyons indispensable : l'autonomie de la réflexion et de l'action sur les problèmes globaux posés par une société à la dérive et, toujours, la solidarité des exploité-es auprès d'autres exploité-es. ●

Sim-Rp



## Patrimoine de classe

Le capitalisme cannibale s'est approprié une image d'un moment révolutionnaire, d'un photographe engagé.

C'est une des images (« *Death of a militiaman loyalist, Cordoba front* », de septembre 1936, « *The falling soldier* », en français « *mort d'un soldat républicain* ») les plus connues de la Guerre civile espagnole : le milicien fauché par la mort a été capté par Robert Capa, pseudo du photographe de guerre hongrois Endre Erno Friedmann, l'un des fondateurs de la coopérative photographique

Magnum.

Ce ne sont pas les multiples contestations (mise en scène, lieu, incertitude sur la personne...) de cette photographie qui nous intéressent ici, mais un micro-événement, en janvier 2020 dans une salle de vente parisienne parée du prestige, Sotheby's. Ce tirage de presse y a été adjugé 75 000 euros à François Pinault, 27<sup>e</sup> fortune mondiale en 2020, et collectionneur d'art.

Transformé en « *œuvre d'art* », mais

aussi en objet de spéculation, la mort d'un milicien révolutionnaire, presque sûrement cénétiste\*, saisie par un photographe-reporter engagé, antifasciste, devient la propriété d'un ancien grand patron français du luxe, connu pour la liquidation féroce de nombreuses entreprises et des licenciements massifs à la clef.

Dépossédé-es et exploité-es notre vie durant, il faut aussi que ces charognards s'attribuent la mort de travailleurs, qui luttent contre le capital.

Gardons plutôt vivante la mémoire de ce moment magnifique où le peuple en armes sut faire trembler le bourgeois en collectivisant une grande part de l'économie. ●

*Extrait du journal du reconfinement du syndicat du bâtiment, SUB-CNT, 2 novembre 2020*

\* Une enquête a permis de découvrir l'identité du soldat : le militant anarcho-syndicaliste Federico Borrell Garcia qui a bien été tué le 5 septembre 1936, le jour où Capa a pris la photo.

## L'économie qui économise

Recycler, faire durer, des usines, des ouvriers le font. On les ferme, on les fout dehors.

C'est Renault Choisy (Val de Marne) Chapelle Darblay Grand Couronne (Seine-Maritime) Même combat !

Depuis de nombreuses années Renault à Choisy-le-Roi est champion de l'économie circulaire : 30 000 moteurs par an, 40 000 boîtes de vitesse passent entre les mains des 260 ouvriers, évitant le gaspillage en remettant dans le circuit des moteurs et des pièces d'occasion comme neuves. Après avoir signé en mai 2020 un texte commun à toutes les entreprises automobiles européennes prônant le développement de l'économie circulaire, Renault souhaite fermer Choisy, sa vitrine environnementale pour les moteurs thermiques, et rouvrir à Flins un autre atelier du même type. Paradoxe conception du développement.

Depuis de nombreuses années, l'usine Chapelle Darblay à Grand-Couronne est championne du recyclage de papiers et pratique aussi l'économie circulaire. On y recycle du papier destiné aux

imprimeurs ( 25 % de sa production ). N'ayant gagné « que » 16 millions d'euros en 2019, le groupe finlandais propriétaire du site fermera définitivement l'usine en 2021. Et a déjà licencié 200 ouvriers. Du coup, les imprimeurs de France devront s'approvisionner hors nos frontières. Mais la lutte n'est pas finie !

La COP 21, les discours écologiques, environnementaux, le réchauffement climatique, la chasse au gaspi, du bla bla, tout ça.

Ces deux usines sont plutôt exemplaires pour l'époque actuelle, mais les capitalistes s'en foutent. Les dividendes ne sont pas suffisamment au rendez-vous. Alors l'environnement, l'écologie on verra ça quand ça sera rentable pour les actionnaires ! Le gouvernement met dans les tuyaux des dizaines de milliards pour la relance capitaliste avant tout, tel qu'il a toujours été. Il ne faudrait pas que les actionnaires se trouvent à la peine. Ecologie et

capitalisme ne font pas bon ménage. Ça peut le faire si le business est rentable. Voir Suez et Veolia.

Le syndicalisme révolutionnaire défend moralement et matériellement les salarié-es. Nous envisageons aussi l'appropriation collective des moyens de production et de distribution afin qu'ils correspondent aux besoins de tout-es et non pas d'une minorité. En prenant en compte les données environnementales. Et pour en finir avec la financiarisation de toute l'activité humaine aussi. En ce sens notre syndicalisme de classe est écologiste !

Comme à Chapelle Darblay et à Renault Choisy, les salarié-es savent comment orienter leur production, tant pour respecter l'environnement qu'en continuant à travailler pour le bien être de tout-es. Et les actionnaires ? Au boulot ! Comme tout le monde ! Travaillons, tout-es, moins, autrement. ●

SIM-RP

## République démocratique du Congo



Mine sous haute surveillance en République démocratique du Congo

## L'angle mort de l'électronique

L'extraction de tantale, coltan, germanium, cobalt. Du minerai de sang ?

**L**a présence de minerai dans le sol d'un pays pauvre est rarement une bonne nouvelle pour sa population : la soudaine richesse potentielle attise les convoitises capitalistes qui entraînent des conflits et leur cortège d'atrocités.

C'est le cas d'une province de la RDC, République démocratique du Congo, le Kivu qui se situe au centre du continent africain, à la frontière entre Rwanda et Burundi. La richesse qui fait le malheur des populations s'appelle coltan, germanium, cobalt... C'est une des plus grandes réserves de minerais stratégiques du monde.

Les plus grandes multinationales y font leur courses : ces minerais précieux sont indispensables à la fabrication des produits électroniques actuels. Du coltan, on fabrique les condensateurs au tantale, dont l'industrie

électronique garnit ses produits.

### ■ Extractivisme clandestin

À côté des mines officielles, des groupes armés organisent l'exploitation clandestine du gisement. Pour extraire le coltan au moins cher, il faut des travailleurs sans droit, sans syndicat, sans défense, des esclaves, des enfants, résignés à risquer leurs vies dans des puits humides et mal étayés. La conséquence de cette exploitation est racontée par un médecin, Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018, dans son livre coécrit avec le Dr Cadière, *Réparer les femmes, un combat contre la barbarie* <sup>(1)</sup>.

Pour obtenir cette main d'œuvre, les groupes armés ont commencé par brûler tout ce que les villageois possédaient mais la pauvreté matérielle entraîne une certaine résilience : les besoins essentiels

sont faibles et ce qui est brûlé est alors facilement remplacé... C'est pourquoi ils se sont rapidement attaqués à ce que cette population rurale avait de plus précieux, leurs femmes et leurs capacités à enfanter, à créer la seule richesse reconnue là-bas, la fertilité et la famille.

### ■ Le viol, arme de guerre

Les témoignages recueillis sont sidérants. Le viol est systématiquement utilisé, généralement suivi de mutilations, pour qu'il n'existe plus ni sexualité, ni fécondité. Ce ne sont pas les crimes de quelques sadiques mais des actes de guerre réalisés à grande échelle sur des femmes de tous les âges.

Depuis 1999, le Dr Mukwege est devenu un des spécialistes mondiaux des mutilations génitales. Dans son hôpital de Panzi, il a soigné plus de 40 000 femmes. On peut l'aider, via le site internet de



Travail des enfants dans les mines

la fondation Panzi <sup>(2)</sup>.

### ■ L'angle mort des composants électroniques

Les salarié-es des industries électroniques établies en France consomment des composants au tantale performants et chers et : ce qui reste de la production électronique hexagonale est plutôt orienté haut de gamme, militaire ou professionnelle, là où ce type de composants déploie tout son potentiel. Pourtant, les salarié-es de l'électronique ne sont pas tout-es conscient-es des conséquences qu'a leur activité sur les conditions d'exploitation du coltan. En 2018, le cours du tantale était au plus haut, autour de 185 €/kg et même si son cours actuel tend plus vers les 92 €/kg, la demande reste forte et l'enjeu financier important.

Évidemment, tout le tantale ne vient pas des mines illégales. Mais la traçabilité du coltan étant difficile, une part non négligeable du tantale clandestin se retrouve sur le marché. Le Rwanda qui ne possède aucune mine de tantale est le plus grand exportateur d'Afrique. Tout son minerai provient de la

RDC, là où se trouvent les mines clandestines...

### ■ L'exemple Thales : pas exemplaire du tout.

Thales est un des grands industriels de électronique en France avec une production orientée militaire, cyber-protection, transport et médical. Un document sur la responsabilité sociétale de l'entreprise indique que Thales n'est pas « soumis à la section 1502 de la loi américaine Dodd-Frank » (3), qui serait la seule réglementation actuelle sur les minerais de conflit dans le marché américain, mais « Le règlement (UE) 2017/821 [...] fixe des obligations [...] pour les sociétés de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque. Ces obligations s'appliqueront à compter du 1er janvier 2021. » <sup>(4)</sup>

Janvier 2021, c'est maintenant même si la pandémie de Covid19 entrainera sans doute un report. C'est donc déjà trop tard pour les milliers de femmes mutilées depuis des années et rien ne garantit

que ce règlement européen sera suffisant : dans les grandes lignes, il est peu contraignant et ne prévoit que des contrôles à postériori.

### ■ « Autant que possible... »

Dans un rapport de 2017, on peut lire que « Thales relaie ces demandes auprès de sa chaîne d'approvisionnement, afin que la provenance des métaux visés par ces réglementations (étain, tantale, tungstène et or) soit autant que possible vérifiée. En 2017, Thales a identifié environ 1200 fournisseurs susceptibles de fournir des éléments contenant ces métaux et a pu s'assurer que plus de 70 % d'entre eux disposaient d'une politique relative aux minerais de conflit et/ou d'une organisation appropriée pour répondre aux interrogations sur le sujet. » <sup>(3)</sup>. On notera les expressions « autant que possible vérifiée » et « plus de 70 % d'entre eux ». Pas de quoi être complètement rassuré-es.

Surtout lorsqu'on apprend dans ce rapport du GRIP qu'« aussi étonnant que cela puisse paraître, il a fallu attendre 2018 pour que la RDC se décide à classer le cobalt et le coltan en tant que "minerai

stratégique », alors que la région minière congolaise du Katan-ga abrite 50 à 60 % des réserves mondiales de cobalt ».<sup>(5)</sup>

## ■ Charbon, l'ancêtre de l'aveuglement

En 1937, dans « *Le Quai de Wigan* », l'écrivain anglais Georges Orwell faisait la critique des conséquences de l'industrie 2.0, celle de l'énergie électrique et des premières productions en masse d'objets du quotidien. Dans les an-

nées 30, on pouvait aisément ignorer, sa vie durant, les conditions atroces du travail des mineurs de fond alors que la quasi-totalité des activités courantes de l'époque « *qu'il s'agisse de manger une glace ou de traverser l'Atlantique, de cuire un pain ou d'écrire un roman, suppose — directement ou indirectement — l'emploi du charbon* ». De ce constat est née une culpabilité. Un sentiment désagréable mais aussi un signe de bonne santé psychologique. Les psychopathes ne ressentent pas de

culpabilité...

Aujourd'hui, le tantale fait complètement partie de l'industrie 4.0 et de notre quotidien. Tout comme la priorité. ●

*Anthony, interpro 35*

(1) Réparer les femmes, un combat contre la barbarie de D.Mukwege et G-B Cadière, éd. Mardaga, mars 2019.

(2) <https://fondationpanzirdc.org/>

(3) Rapport intégré 2017 sur la responsabilité d'entreprise (RIRE) publié par Thales.

(4) Bulletin n°34 août/septembre 2018 de l'observatoire de l'export contrôle publié par l'ADIT.

(5) Rapport 2018/08 du GRIP, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

## Biélorussie

# La rue contre la dictature

## Appel à soutien international !

**D**epuis le 9 août dernier, les Biélorusses contestent dans la rue la réélection, avec plus de 80% des voix, d'Alexandre Loukatchenko. Toutes les semaines, des milliers de manifestant-es descendent dans la rue pour réclamer la libération des prisonniers politiques, la tenue d'élections libres et le départ du dictateur, au pouvoir depuis 1994. Les manifestations sont violemment réprimées. De nombreux Biélorusses sont hospitalisés et/ou incarcérés régulièrement. Dans les prisons, le peuple est torturé par les milices du pouvoir. De nombreux témoignages évoquent tortures et disparitions de militants. Les journalistes internationaux signalent 18 000 incarcérations, 500 cas de tortures référencés et 6 morts.

Auxquels s'ajoute, le 12 novembre, Roman Bandarenka, 31 ans. Militant d'opposition, il a été battu à mort par des flics en civil. Il avait été arrêté la veille après avoir tenté d'empêcher les chiens du pouvoir d'enlever des symboles

contestataires (des rubans rouges et blancs, couleur symbole que l'opposition à la dictature) disposés dans une cour d'immeuble d'un quartier populaire de Minsk. Une vidéo le montrant se faire battre à mort par ces ordures a choqué tout le pays.

Le mouvement contestataire et populaire en Biélorussie rassemble largement la société civile. Les syndicats sont aussi une cible privilégiée du pouvoir, de nombreuses grèves générales ayant bloqué le pays depuis cet été.

Les syndicats indépendants de Biélorussie et la Confédération syndicale internationale (CSI) ont appelé à une campagne mondiale de protestation. À l'origine, les syndicats indépendants de Biélorussie contactaient le réseau syndical international pour une bonne

nouvelle, la libération de deux syndicalistes. Mais dans le même



mail, ils nous informaient que 42 syndicalistes venaient d'être emprisonnés.

La CSI et les syndicats indépendants de Biélorussie appellent à envoyer des mails à la police Biélorusse, exigeant la libération de ces syndicalistes et à envoyer tout message de soutien. ●

*GT Europe*

## États Unis



Pour princess Haley, le jardin est vraiment un endroit qui soigne

# La binette contre les inégalités raciales

À Minneapolis, une asso de quartier jardine contre les inégalités alimentaires, de classe et de race.s

L'ampleur des inégalités raciales aux États-Unis a récemment entraîné des émeutes qui ont fait des vagues au niveau international. Ces manifestations ont commencé à Minneapolis, dans l'État du Minnesota, là où l'innocent George Floyd a été tué par un policier. C'est aussi là que les militantes d'Appetite for change tentent de réduire les inégalités raciales grâce au pouvoir de l'agriculture urbaine.

Appetite for change a contribué à mettre en place sept jardins communautaires au nord de Minneapolis, le quartier le plus pauvre, là où 90 % des 67 000 habitant-es sont des personnes noires, latino ou asiatiques, dont un tiers souffrant d'hypertension artérielle, d'obésité, selon le constat dressé par les militantes du collectif. Le dernier supermarché qui tenait debout dans ce quartier a été détruit lors des émeutes de cette année, ne laissant la place pendant des mois qu'à des fast-food et des supérettes – nourrissant la population avec des produits

très gras et hyper-transformés.

« Je n'ai pas l'énergie ni le pouvoir de combattre des entreprises qui ne cherchent pas à respecter ma communauté, remarque LaTasha Powell, une des co-fondatrices d'Appetite for change. Que des personnes meurent tous les jours dans mon quartier, et que beaucoup de ces morts aient quelque chose à voir avec la manière dont ils s'alimentent, c'est inacceptable. »

### ■ Les populations racisées plus touchées

Ce phénomène se reproduisant à l'échelle nationale, l'épidémie de Covid entraîne plus de décès chez les populations racisées, l'obésité étant un facteur aggravant. En discriminant et excluant des groupes, le racisme encourage la pauvreté, qui entraîne d'importantes inégalités face à la santé, notamment l'accès à une alimentation saine. C'est contre cela que luttent les militantes d'Appetite for change, par la

Vous trouverez sur le site Internet [www.cnt-f.org](http://www.cnt-f.org), toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.

**Bureau confédéral**  
6, rue d'Arnal 30900 Nîmes  
06 52 17 93 54  
mél : [cnt@cnt-f.org](mailto:cnt@cnt-f.org)

#### 1 Alsace

Union régionale CNT c/o  
Lucha y Fiesta  
BP 30017 67027  
STRASBOURG CEDEX 1  
09 52 91 12 14 alsace@  
cnt-f.org

#### 2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue  
Sanche-de-Pomiers, 33000  
Bordeaux  
06 95 52 69 71  
[ul33@cnt-f.org](mailto:ul33@cnt-f.org)  
Syndicats régionaux PTT  
Aquitaine, BP 80099, 33704  
Mérignac

Culture Aquitaine 36,  
rue Sanche-de-pomiers,  
33000 Bordeaux

#### 3 Auvergne

Union locale CNT  
Salle Poly, place Poly,  
63100 Clermont-Ferrand

#### 4 Bourgogne

#### Franche Comté

Syndicat intercorporatif de  
Saône-et-Loire  
et de la Nièvre  
19 rue du pavé  
71290 Cuisery,  
CNT 21

6b rue Musette  
21000 Dijon

[http://www.cnt-f.org/\\_cnt-interco-21\\_.html](http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html)  
06 01 22 17 94

#### 5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT  
BP 30423, 35004 Rennes  
CEDEX

06 34 98 30 72  
[bretagne@cnt-f.org](mailto:bretagne@cnt-f.org)

#### 6 Centre

CNT Centre  
13 rue Pierre Fournier  
41600 Lamotte-Beuvron  
[cnt-centre@cnt-f.org](mailto:cnt-centre@cnt-f.org)

#### 7 Champagne-Ardennes

Syndicats CNT Marne  
BP 90009,  
51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté Syndicats  
CNT Doubs

c/o CESL, BP 121, 25014  
Besançon CEDEX cnt-  
doubs@cnt-f.org

CNT Jura

Sur la Roche  
39370 Les Bouchoux

#### 9 Île-de-France

Union régionale CNT  
33, rue des Vignoles, 75020  
Paris 01 43 72 95 34  
[br.rp@cnt-f.org](mailto:br.rp@cnt-f.org)



#### 10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT  
6 rue d'Arnal 30000  
Nîmes  
[ur.lr@cnt-f.org](mailto:ur.lr@cnt-f.org)

#### 11 Limousin

Union locale Limousin  
6, rue de Gorre,  
87000 Limoges,  
[cnt87@cnt-f.org](mailto:cnt87@cnt-f.org)

#### 12 Lorraine

Union régionale CNT  
[ur.lorraine@cnt-f.org](mailto:ur.lorraine@cnt-f.org)  
UD CNT Moselle  
5, place des Charrons,  
57000 Metz

[ud57@cnt-f.org](mailto:ud57@cnt-f.org)

#### 13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT  
18, av. de la Gloire,  
31 500 Toulouse  
Tél 09 52 58 35 90

#### 14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32  
rue d'Arras, 59000 Lille  
03 20 56 96 10  
[ur59-62@cnt-f.org](mailto:ur59-62@cnt-f.org)

#### 15 Manche

Syndicat CNT Manche  
[cntmanche@cnt-f.org](mailto:cntmanche@cnt-f.org)  
[facebook.com/cnmanche](http://facebook.com/cnmanche)

#### 16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000  
bâbords 61, rue Consol  
13001 Marseille

#### 17 Pays la Loire

voir Bretagne  
18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

#### 19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT  
20, rue Blaise-Pascal,  
86000 Poitiers  
05 49 88 34 08

#### 20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT  
44, rue Burgeau  
69001 Lyon



Carl Childs travaille pour le jardin associatif après son temps scolaire.

pédagogie alimentaire, pour amener leur communauté vers d'autres habitudes de consommation en ouvrant les portes du jardin à la collectivité, et notamment aux jeunes des écoles alentours. À côté de ça, le collectif distribue de la nourriture gratuitement aux habitant-es du quartier. Depuis le début de l'épidémie, les jardinier-es ont pu distribuer des caquettes de légumes à 300 familles par semaine ! Le choix de passer par de l'action directe (donner de la nourriture gratuitement) vient donc du constat d'un manque flagrant d'attention à la santé des habitant-es du nord de Minneapolis, et d'une incapacité à faire changer les structures existantes. LaTasha Powell a essayé pendant des années de faire diversifier les rayons des supermarchés pour que s'y ajoutent plus de produits frais et sains. Sans succès.

Autre co-fondatrice d'Appetite for change, Princess Haley partage son point de vue particulier, en tant que membre active du collectif mais aussi comme bénéficiaire directe de ses actions. Son fils est décédé il y a dix ans d'une balle perdue, à côté d'un des jardins collectifs. D'abord traumatisée, elle témoigne : « *Je n'ai pu me sortir de ça que grâce au jardin. Pour moi, le jardin est vraiment un endroit d'apaisement, thérapeutique* ». Elle a vu autrement les problèmes de pau-

vreté et de violence. Si ses voisin-es ont si peu accès à de la nourriture de qualité, pourtant essentielle au bien-être, c'est alors logique qu'ils et elles ne puissent pas aller bien... Particulièrement en temps de crise, avec une épidémie et des violences policières dévastatrices pour ces communautés. « *Le nom George – je parle de George Floyd – signifie "le fermier". Son nom représente la terre. [Ce jardinage,] c'est une source de justice. Quand*

*les étagères des supermarchés sont vides, les jardins nous nourrissent* », note Princess Haley.

Les problèmes écologiques et sociaux sont indissociables, provenant du même système défaillant. Luttons ensemble contre les inégalités qui dévorent le monde ! ●

GT Amériques

Source : « Un jardin en première ligne de la lutte contre les inégalités raciales et les maladies » National public radio, 27 novembre 2020, [www.npr.org/](http://www.npr.org/)



Pour LaTasha Powell, la culture du fastfood a tué l'épicerie et les produits frais.

## Grèce

### Athènes : nos morts, leur hargne

Exarcheia affronte une fois de plus la férocité de la répression policière

**6** décembre. En ce jour anniversaire de l'assassinat du jeune anarchiste Alexis Grigoropoulos, 15 ans, par un policier à Exarcheia le 6 décembre 2008, les forces de l'ordre des puissants nous ont empêchés de nous rendre sur le lieu de recueillement où se trouve la plaque commémorative, là où il a été assassiné! Des dizaines de personnes ont été arrêtées pour avoir essayé de passer. Plus de 160 aux dernières nouvelles, en quelques heures ! Un scandale.

Pour empêcher toute révolte, l'État grec a déployé un véritable régiment de flics appuyé par deux hélicoptères et des drones. Des cris éclatent ici et là, ainsi que des explosions. Un immeuble inhabité est en feu. Depuis l'arrivée au pouvoir de la droite il y a un an, la police grecque multiplie les tentatives d'affaiblir le quartier d'Exarcheia en évacuant beaucoup de squats. Mais certains le Notara 26, le K\*Vox, résistent encore. Ces dernières heures, l'irruption policière a atteint un niveau sans précédent, tant par le nombre, que par des actes particulièrement choquants.

L'un des flics a même arraché un bouquet de roses déposé sur les lieux, avant de le détruire devant les caméras. Les images ont rapidement fait le tour de la Grèce provoquant un scandale.

De plus, les journalistes ont été empêchés de filmer dans le quartier et repoussés le plus loin possible des « opérations » de police. Certains ont vu leur matériel abîmé, d'autres ont été refoulés violemment, notamment mes amis journalistes indépendants Alexandros Katsis et Mario Lolos (auteur de plusieurs des photos), parfois à



La plaque en souvenir d'Alexis Grigoropoulos

coup de matraque !

Les dizaines de compagnons et camarades arrêtés n'ont pas baissé la tête et, celles et ceux qui le pouvaient ont levé le poing à l'unisson, avec la foule choquée mais tenace.

Une fois de plus, des policiers ouvertement néonazis ont été remarqués parmi les « troupes » envoyées pour empêcher toute « révolte du 6 décembre ». Rien de nouveau sous le soleil : le fascisme reste le gardien zélé du capitalisme. Il n'est pas une réelle opposition au système politique et économique actuel. Au contraire, à chaque situation de crise, il en est le stade ultime, au fil des dérives autoritaires.

Aujourd'hui, personne ne peut entrer dans Exarcheia sans être contrôlé, même les taxis ! Et 31 stations de métro d'Athènes fermées, plusieurs lieux auto-gérés bloqués, parfois avec des militant·es à l'intérieur, sans eau et sans nourriture. Des compagnons ont été poursuivis dans le quartier par des policiers qui ont osé faire exploser leurs grenades à l'intérieur d'un bâtiment, au risque de tuer les personnes visées.

Voyant venir cette rude journée d'anniversaire, certains ont voulu manifester deux jours plus tôt, le

4 décembre, mais ce fut très difficile également, en particulier place Syntagma, devant le parlement.

Simultanément, le groupe Rouvikonas a riposté dans cinq lieux de pouvoir contre la politique du gouvernement, en particulier contre son traitement des faillites et des situations catastrophiques engendrées par la crise actuelle. Une crise qui est avant tout celle du capitalisme lui-même, mettant en évidence, une fois de plus, son absurdité économique, sociale et écologique. Le capitalisme, c'est la mort. Lui résister, c'est participer à sauver la vie, tant qu'il en est encore temps.

Dans son communiqué et ses tracts, Rouvikonas évoque l'exemple de la résistance à la loi sécurité globale en France qui, malgré un contexte très difficile pour les mobilisations, parvient à faire reculer le pouvoir : « *Comme ils l'ont fait en France, où, de la même sale manière, l'État a tenté de garantir le droit à la répression absolue et où la base sociale française est descendue dans la rue...* » ●

Infos transmises par Yannis Youlountas.  
Fédération des Travailleurs  
de l'Education - CNT

# Le tableau noir du patriarcat



## Une théorie féministe de la violence. Pour une politique antiraciste de la protection

Françoise Vergès,  
185 p, La Fabrique, 12 euros.

**F**rançoise Vergès questionne ici le traitement des violences sociales, économiques, physiques et sexuelles faites aux femmes pauvres et racisé-es, qui ne sont pas uniquement le résultat de la domination masculine, mais aussi d'une violence généralisée produite par les politiques néolibérales d'un État capitaliste, impérialiste et patriarcal, aggravées avec la pandémie de Covid19. L'État français se préoccupe seulement des violences que subissent les femmes blanches des classes moyennes et supérieures, et développe –avec le soutien du féminisme carcéral– une politique de protection sécuritaire et punitive qui fragilise les pauvres et les personnes racisé-es.

Une différence de la gestion de la protection par l'État héritée de l'esclavage et de la colonisation. Cet héritage impensé crée pour les personnes non-blanches vivant aujourd'hui dans les anciennes puissances coloniales, ce que l'historienne britannique Catherine Hall appelle un « *environnement hostile* ».

En France, tout un discours sécu-

ritaire et raciste tire ses origines de lois raciales de la fin du 18<sup>e</sup> – début du 19<sup>e</sup>, limitant la présence et les déplacements de personnes noires en métropole. Discours qui se développe à partir des années 1970, pour stigmatiser, surveiller, contrôler, les pauvres, jeunes, immigré-es, étranger-es vivant dans les quartiers populaires, présenté-es comme les figures de l'insécurité et de la violence.

Ce discours sécuritaire impacte aussi les corps des femmes, se focalisant sur le port du voile des musulmanes, ou criminalisant les activités des travailleuses du sexe, souvent pauvres et/ou issues des pays du Sud. Et ce au nom de la défense de toute les femmes. Impossible pour les femmes pauvres, racisées, d'exiger une protection de l'État, et son système pénal (police, justice, prison), qui reproduit et accentue les inégali-

lement d'améliorer la vie des personnes dominées, de lutter contre les politiques d'ajustements structurels dans les pays du Sud et la pollution environnementale (exemple du chlordécone aux Antilles). De défendre les conditions de travail dans les pays du Nord des travailleuses racisées employées dans l'industrie de service (exemple de la grève dans la sous-traitance hôtelière) et de soin, subissant des taux de harcèlement racial et sexuel élevé. Mais sans s'empêcher d'imaginer le « *monde d'après* » au-delà des luttes quotidiennes, de penser un « *futur post-esclavagiste, raciste, capitaliste, impérialiste, patriarcal* » et de créer des utopies de libération, comme peut le faire l'écrivaine africaine-américaine de science-fiction Octavia Butler.

Enfin, face à ce déchaînement de violence de la société néolibérale,



tés sociales, de genre et de race.

Dans ce contexte, F. Vergès défend le recours à un féminisme décolonial et antiraciste qui rejette le recours au système pénal. Elle s'oppose au féminisme d'État civilisateur et son « *idéologie pacificatrice qui vise à briser l'élan de colère des femmes* ».

Sur un temps court, il s'agit éga-

F. Vergès défend le droit à une vie paisible, « *une politique et une pratique de la solidarité, de l'amour et de l'autodéfense* », « *une forme de vie qui n'empêche pas le sentiment de colère contre les injustices et le racisme, mais qui développe l'amour de nous-mêmes et l'amour révolutionnaire* ». ●

Guillaume STT59-62

# La Commune, toujours et encore

La Commune de Paris, un siècle et demi après, toujours vivace.

**L**es contributions au colloque « *Il y a 150 ans, la Commune de Paris* » (prévu les 23 et 24 janvier 2021 au LAP, Lycée autogéré de Paris) ont été prépubliés : « *Toujours debout !* » est le fruit du travail conjoint de camarades de la CNT et de la Fédération anarchiste.

Durant ce printemps révolutionnaire de 1871 du soulèvement du peuple parisien, mais aussi d'autres cités de l'hexagone, les capacités créatrices d'une classe ouvrière affranchie des tutelles patronales et étatiques se

sont révélées, affirmées en pleine lumière, à la face du monde. 150 ans plus tard, ces 72 jours d'espérance, de combats, de douleurs, de joie, de sacrifices, d'héroïsme, alimentent toujours les réflexions, les analyses, les controverses.

En 2021, la lutte sociale des Communistes et syndicalistes révolutionnaires l'espace de lutte essentiel de la mémoire, enjeu vital de la lutte de classe. Nous souhaitons que cette initiative donne au plus grand

nombre la volonté de prouver qu'un autre futur est possible : Vive la Commune ! ●

Ouvrage collectif, 280 p. Contributions de Claire Auzias, Yves Bernard, Gilles Bounoure, Felip Equy, Hélène Hernandez, Simon Lambersens, Hugues Lenoir, Jacques Nony, Matthieu Rabbe, Raphaël Romnée, Catherine Tostivint, Syndicat CNT-SUBTP-RP.

Commandes franco de port : Structures CNT : 11 euros par exemplaire (à partir de trois ex commandés). Individue-les : 18 euros. Bon de commande à envoyer à : éditions CNT-RP, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.



## Paroles errantes



**Les voix de la jungle, histoire des réfugiés au camp de Calais,** collectif, éd. La Guillotine, 270 p., 18 euros.

On peut, au Soudan, rêver de devenir Bruce Lee, un gars « *qui a une éthique, qui protège les faibles* », et échouer à Calais, affaibli. Les souvenirs d'enfance y résonnent comme les rêves de mômes de partout. Pour ne pas parler à leur place, ce livre donne la parole à ces exilés venus du Moyen-Orient, d'Afghanistan, du Pakistan, de la corne de l'Afrique, témoignages collectés par des étudiants anglais en 2015 et 2016. Ces destins en pointillés, slalomant entre les pointillés des frontières, tissent un récit collectif à l'étoffe déchirée mais tenace, en noir et blanc, ponctués de coups de fil au pays, à sa mère. Prétendre que tout baigne, l'université, la belle maison, la voiture. On ne quitte pas une guerre, un village brûlé, une famille décimée, des guerriers intégristes, des militaires brutaux, pour avouer être arrivé dans un pays raciste, à l'administration hostile, aux flics humiliants.

Leurs adolescences volées ont croisé la mort qui rode, les tortures, les persécutions impossibles à enfouir. Attendre, courir : canots pneumatiques, peurs, conteneurs, fourgons, traversés de bois au pas de charge, parfois taxis, bus, train. En Allemagne des soldats qui disent : « *Bienvenue dans notre pays* ». La montagne qui écrase, le désert « *plein de choses maléfiques* », la mer qui menace. Des passeurs escrocs, crapuleux, menaçants, extorquant le pécule de leurs clients, leurs proies,

refilant des bouées de plage au lieu de vrais gilets de sauvetage. Et d'autres réglos, voire sympas, chaleureux. Le parcours s'étoffe d'amitiés tissées dans la nuit, d'entraides, du partage de riens, de trahisons aussi. À Calais, ces 22 contributeurs au livre ont photographié autour d'eux, la boue, la boutique du bidonville, la douceur partagée d'un thé. « *C'est l'enfer, ici, mais nous y vivons.* » Certains ouvrent une page Facebook solidaire et collective, contribuent aux émissions de la radio, à la bibliothèque du campement pas si sauvage que le dit son nom. La tragédie se mêle à un instinct de vie, concentré d'humanité, désespérante et généreuse. On aurait envie de mieux

connaître ces « *écrivains de Calais* » si forts et si fracassés, ou les deux. « *Dans la jungle, si t'es pauvre, personne n'est ton ami.* » « *J'ai compris qu'il existe toujours quelque chose de plus dur que tout ce qu'on a déjà vu.* » Des hommes jeunes transformés en mémoires vivantes : « *Tous les soirs autour du feu, je ne sais pas si nous brûlons notre bois ou nos espoirs.* » L'abattement, la dépression côtoient une sagesse du quotidien, une capacité à trouver des enthousiasmes même au fond du trou : « *Dans un endroit qu'on déteste, il arrive qu'on trouve quelque chose d'intéressant et joli.* » « *Je n'ai pas de bons voisins, j'ai de bons frères.* » « *Offre du respect, tu recevras du respect.* » ●

Nicolas, Intercro Nantes.

## Le stalinisme vu d'en-dessous

Quand la guerre éclate, elle faisait la lessive. Vue depuis Leningrad par la grand mère, la guerre impose sa suite de déchirements et de traumatismes. « *Le malheur est arrivé en novembre. Mon enfance s'est arrêtée à 12 ans.* » De la vie des deux sœurs au cœur du récit, ce « *malheur* » est le moment charnière, leur père arrêté en 1937, en plein stalinisme forcené, désigné comme saboteur, espion polonais, ennemi du peuple. Le peuple ici, est celui des persécutions. Ce père escamoté par la NKVD, femme et fille sont virées du logement, déportées à plus de deux mille bornes, assignées à résidence dans une méchante campagne de Bachkirie. Le froid qui mord, une paire de bottes de feutre pour deux, la faim. Ado à l'école ou trimarde, femme et filles doivent se racheter par une « *conduite exemplaire* » qui ne suffit jamais. Travail, primes, elles sont écartées de tout par le dossier du paternel et mari « *ennemi du peuple* », pire marque au fer rouge bolchevique.

Le lycée fermé par la guerre, Valentina décroche un travail d'aide soignante dans



**Sourvilo,** Olga Lavrentieva, Actes Sud BD, 316 p, 28 euros.

un hosto pénitentiaire où la mort colle aux murs, mâche sans faire de tri les prisonniers à peine vivants et les soignantes anémiées. « *On évitait de penser à soi. Où nous trouvions les forces, je ne sais pas.* » Le dessin abrupt, neurasthénique, livre des paysages raturés, ténébreux, et des visages de lavis sombres. Ce roman graphique plutôt dépressif, émouvant, presque résigné devant la machine arbitraire, célèbre quand même l'acharnement à la survie et quelques petites solidarités : « *Je me souviens de tous ceux qui m'ont permis d'être en vie aujourd'hui, Et de tous ceux pour qui je vis* » conclut Valentina. ●

Nicolas, Intercro Nantes

## Clefs de bras et bretelles



### Jujitsu Suffragettes, les Amazones de Londres,

Clément Xavier, Lisa Lugin, Albertine Ralenti, éd. Delcourt, 136 p., 21,90 euros.

**C**ontre les maris violents ? Jujitsu ! Face aux flics ? Jujitsu. « Vous n'allez pas apprendre à vous battre, mais désapprendre à ne pas vous battre » explique Edith Garrud, instructrice en jujitsu des féministes londonniennes du début du XXe siècle et pionnière des cours d'autodéfense féministe. En 1908, une manif à Hyde Park pour le droit de vote rassemble 500 000 féministes. Deux ans plus tard, elles sont 500 devant le parlement, face aux bobbies à matraque et une horde d'hommes qui ne veulent rien céder de leur suprématie. Les bobbies ne trouvent rien à redire quand ces badauds bousculent, molestent, boxent ces impudentes qui ont osé bafouer « le code de la femme respectable ». L'événement est connu comme le « black Friday ». Un massacre qui laisse sur le carreau bien des blessées et dont ne se relèvera pas la sœur d'Emmeline Pankhurst, cofondatrice du WSPU, Women social and political Union, avec ses filles Sylvia et Chrystabel. Leur slogan : « Des actions, pas des mots ».



L'organisation prône les actions spectaculaires reprises par la presse. L'objectif : attirer l'attention du grand public sur leur cause, quitte à heurter. Vitaines explosées au marteau, scandales publics, provocations, boîtes aux lettres incendiées, maison de campagne du Premier ministre soufflée par une bombe... L'histoire vraie est loin des clichés médiatiques repris pendant des lustres, ridiculisant des suffragettes écervelées. La réponse policière est féroce. Le ministre de l'Intérieur s'appelle Winston Churchill. Il multiplie les arrestations.

La répression patriarcale pousse le mouvement à se former à l'autodéfense. Le jujitsu utilisant l'énergie et la force de l'adversaire est parfait pour riposter aux attaques musclées. Pour populariser la formation à l'autodéfense, Edith Garrud publie dans les journaux, crée une pièce de théâtre, joue dans un petit film de promotion de son art martial japonais, et initie aux techniques du jujitsu et aux massues de gymnastique les Amazones, le groupe d'autodéfense du WSPU, capable de corps à corps avec la police lors des meetings. Elles inventent des techniques, frappant les chevaux à l'arrière du genou pour les

forcer à s'asseoir en désarçonnant le flic du même coup, ou tirant les bretelles élastiques du bobby pour arracher les boutons de son pantalon qu'il doit tenir à deux mains. De l'art de rendre inoffensif un fier à bras. Elles utilisent l'effet de surprise, retournent des clefs de bras aux coups de leur adversaires utilisent ombrelles, balais et épingles à cheveux comme des armes. Finie la soumission. Incarcérées, en grève de la faim elles sont nourries de force en les intubant. Scandale, protestations médicales. Le pouvoir

invente une loi « du chat et de la souris » qui libère les femmes trop affaiblies et les arrête aussitôt qu'elles sont rétablies pour leur renvoyer en taule. Edith Garrud est au centre de ce récit au dessin simple et alerte, sans sophistications. Ce rappel de la naissance des autodéfenses féministes dessine « une mémoire des rebelions qui animent les luttes actuelles. Une intelligence de la vie qui ne se soumet plus mais aussi un féminisme de l'action directe, du sabotage, du vandalisme. Un féminisme populaire, radicalement anarchiste », note la philosophe Elsa Dorlin\* en préface. ●

Nicolas, Intercos Nantes.

\*Autrice en 2017 de « Se défendre, une philosophie de la violence », ed. La Découverte, en accès libre ici : [www.editions-zones.fr/lyber?se-defendre](http://www.editions-zones.fr/lyber?se-defendre)



# L'indispensable engagement des hommes contre le patriarcat



**Le sexisme, une affaire d'hommes,**  
Valérie Rey-Robert,  
éd. Libertalia, 256p., 18 euros.

**A**près « *Une culture du viol à la française* », dans lequel Valérie Rey-Robert décrypte les racines historiques, judiciaires, sociales et culturelles de la culture du viol, l'écrivaine et militante féministe s'attaque, avec « *Le sexisme une affaire d'hommes* », à la masculinité traditionnelle, la virilité, les stéréotypes de genre qui alimentent la violence masculine envers les femmes et les enfants, mais aussi envers les hommes eux-mêmes.

## ■ Arrêter de faire le mâle

« *On ne naît pas homme, on le de-*

*vient* ». Pour l'auteurice, la masculinité est une construction sociale qui produit des normes différentes selon les sociétés et les périodes historiques. Inculquée depuis la petite enfance, celle que nous connaissons aujourd'hui glorifie des comportements (virilité, hétérosexualité, valorisation de la violence, de la colère, refus de l'échec, domination des femmes, etc.) que les garçons et les hommes ne doivent jamais renier, sous peine d'être considéré comme féminisé, homosexuel, appartenant aux dominé-es. Ce qui alimente sexisme, homophobie et transphobie.

Selon V. Rey-Robert, l'attachement à ces valeurs masculines traditionnelles expliquerait que « *la majorité des actes de violences – contre soi, les autres, ou les biens – sont exercées par des hommes* » majoritairement : guerre, terrorisme, trafic de drogues, conduites à risques (incivilités routières). De même que les violences faites aux femmes et enfants : 98% des viols ou des tentatives de viols et 96% des violences sexuelles sur mineur-es sont commis par des hommes, très souvent des proches.

Par ailleurs, la question du suicide des hommes plongerait ses racines dans l'expression de la virilité et l'at-

tache aux normes de la masculinité hégémonique. Ceux qui n'ont pas appris jeune à gérer frustration ou déception ne sont pas préparés à affronter la perte d'un emploi ou une rupture amoureuse puisqu'on leur a dit que l'échec était impossible pour un homme. Résultats : sommés de régler seuls leur problème plutôt que de chercher de l'aide (les normes de la thérapie psychologique étant considérées opposées à celles de la masculinité), les hommes ont un taux de suicide très supérieur à celui des femmes.

## ■ L'homme : éternelle victime en crise

Face à ce constat, nous devrions assister à une prise de conscience massive des hommes des problèmes posés par leur violence. Au lieu de ça, le discours qui prévaut maintient l'inégalité entre les genres, porté entre autres par les défenseurs de la masculinité traditionnelle et l'extrême droite.

Les hommes seraient donc les vraies victimes de notre société : guerre, justice, garde des enfants, résultats scolaires, pauvreté, pénibilité au travail, en proie à des injustices que ne connaîtraient pas les femmes. Ce discours préjudiciable cache en

## ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de  30 € (soutien),  22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM ..... PRÉNOM. .... ADRESSE.....

PROFESSION..... MAIL.....

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste* C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci : **durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine.  
Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



ABONNEMENT  
GRATUIT



réalité les souffrances qu'elles subissent. Par exemple, les hommes font des métiers plus pénibles que les femmes avec des impacts majeurs pour leur santé, certes. Sauf que la pénibilité des femmes au travail est peu mesurée et on sait que les accidents du travail augmentent chez celles-ci et baissent chez les hommes. De plus, s'interroge V. Rey-Robert, quel est le poids de l'expression de la virilité dans la prise de risques au travail ? La réalité est donc plus complexe que le laissent croire ces discours fallacieux.

Les hommes seraient donc en crise par la faute des femmes et des féministes. L'autrice démontre que cette prétendue crise de la masculinité existe et persiste à toutes les époques depuis l'antiquité. C'est une propagande mensongère, en réaction à l'avancée des droits des femmes. Dernière exemple en date : alors que les femmes prennent la parole sous les hashtags #Metoo et #Balance-tonporc pour dénoncer les violences sexuelles, des hommes publics, défenseurs de la masculinité traditionnelle, expriment leurs craintes de ne plus pouvoir séduire les femmes en toute liberté. On ne saurait faire plus égocentrique...

### ■ Construire une masculinité émancipatrice

Comment s'émanciper de ces discours, se dégager du carcan viriliste et agir en tant qu'homme contre les violences que le système patriarcal inflige aux femmes ? Cela pourrait commencer par écouter ce qu'elles ont à dire. V. Rey-Robert donne des suggestions pour accueillir la parole d'une victime de violences sexuelles (« ne pas minimiser ce qu'elle a vécu »,



Virilisme manifeste dans les mouvements sociaux

« ne pas la culpabiliser », « ne pas lui expliquer ce qu'elle aurait dû faire »...) et rappelle qu'il est inutile de donner des conseils de défense à des femmes qui ont un rapport à la violence totalement différent de celui des hommes.

Il est important que les hommes fassent évoluer la masculinité en créant « un climat où les violences faites aux femmes seront incompatibles avec les normes masculines ». Il faut en outre les former à intervenir s'ils sont témoins d'une violence sexiste ou sexuelle faite à une femme, sans avoir recours à la virilité (car elle fait partie du problème), face à des inconnus ou quand les auteurs de ces violences sont des proches, famille, amis, camarades, etc.

Les hommes se doivent de réaliser un travail d'éducation pour s'informer et se documenter sur le

féminisme, les violences sexistes et sexuelles, sans demander perpétuellement aux femmes de leur expliquer les choses alors qu'internet regorge de ressources (blogs, podcasts, articles, vidéos, etc.). Il y a un gros travail d'éducation à mener également auprès des enfants pour éviter qu'ils intègrent les stéréotypes de genre.

Il est donc urgent de repenser la sexualité masculine et « d'abandonner la culture misogyne qui objéctise les femmes », de mettre fin à la virilité, de construire une masculinité plurielle, émancipatrice. Il y a encore du travail pour abattre le patriarcat, mais on le comprend bien à la lecture de cet essai, ça ne se fera pas sans les hommes, pour qui le silence et l'inaction sont aujourd'hui signes d'adhésion aux inégalités de genre. aux inégalités de genre. ●

Guillaume, STT 59-62

### LA CNT C'EST QUOI ?

**UN SYNDICAT !** Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

**DE COMBAT !** Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

**AUTOGESTIONNAIRE !** Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

**POUR FOUTRE  
EN L'AIR  
LE CAPITALISME  
LE PATRIARCAT  
LE RACISME  
ON DEMANDE  
PAS LA PERMISSION**



**NOIRZIMHAY**

**MECH**

